

Initiatives ministérielles

M. Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, je ne suis pas blessé par les remarques au sujet des jeunes et des vieux. Ma compatriote est de mon âge et semble être en aussi bonne forme que moi.

Ce qui m'inquiète le plus au sujet de la mesure du gouvernement—et certainement pas au sujet du ministre—c'est non seulement l'exemple des aéroports mais également celui des ports pour petites embarcations. Le gouvernement conservateur a retenu les services de consultants pour essayer de trouver un moyen d'abandonner tous les ports pour petites embarcations situés le long de la côte de la Colombie-Britannique. Comment pourrait-il les transférer au secteur privé? Comment pourrait-il s'en débarrasser afin de ne plus avoir à payer les frais d'exploitation et fournir des capitaux? Que ma collègue ne se leurre pas, c'est une affaire sérieuse. Ce sont les routes qu'empruntent les collectivités échelonnées le long de la côte, peu importe que nous parlions de la *Sunshine Coast*, de Sechelt, de Gibsons, de Powell River ou d'autres régions qui s'inquiètent énormément du fait que le gouvernement fédéral ne veut plus payer les coûts d'exploitation de leur réseau de transport et qu'il propose d'en faire la responsabilité des diverses localités qui elles n'ont pas les moyens de s'en charger. Les économies locales vont tout simplement s'effondrer et, à plus ou moins longue échéance, nous constaterons que les gens de ces régions, irrémédiablement affectés, vont aller s'installer ailleurs.

Le ministre n'est pas responsable des ports pour petites embarcations, d'accord, mais les ports et les aéroports relèvent de lui. Incidemment, le gouvernement n'est pas l'auteur de cette mesure, car c'est votre parti qui, il y a à peine six ou sept ans, formait le gouvernement et qui avait proposé la même chose. C'est le gouvernement actuel qui,—est-ce le fruit du hasard?—a décidé de donner suite à cette proposition.

Peut-être la députée pourrait-elle parler de l'initiative que le Parti libéral a prise dans ce secteur et de la coopération et de l'association de son parti avec le Parti conservateur qui se charge d'y donner suite. Je ne comprends pas très bien la situation.

M. Catterall: D'abord, je signale qu'on a oublié Robert's Creek. Je sais que des gens de la Colombie-Britannique seraient insultés.

Le député essaye de me placer dans une situation embarrassante, car il s'attend que je me souviens d'événements qui se sont déroulés quand je n'étais pas ici. Sinon, comme mon leader à la Chambre me dit, le député a une imagination très fertile et on parle de choses qui ne

se sont jamais produites. Que ce soit personnellement ou au nom de mon parti, je n'ai pas l'intention d'accepter la responsabilité du projet de loi dont nous sommes saisis. Il a été déposé par le ministre des Transports d'un gouvernement auquel les Canadiens ne font plus confiance quand il s'agit de privatiser quelque chose, car ils savent trop bien ce qu'il a fait dans ce domaine-là.

M. Roy Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, je suis privilégié et honoré de débattre le projet de loi à l'étude.

Les contribuables du Canada ne prisent guère le projet du gouvernement de privatiser les aéroports, surtout ceux qui sont rentables. Les vieux concepts de l'époque de Reagan et de Thatcher commencent à être dépassés. Fait ironique, le gouvernement nous présente cette série de mesures législatives alors que ces concepts sont de moins en moins en vogue.

Le gouvernement du Crédit social de la Colombie-Britannique est un bon exemple. Nous attendons une élection pour enfin nous débarrasser de cet anachronisme. Si étonnant que cela puisse paraître, le gouvernement provincial a privatisé le réseau routier, mais je ne connais pas un seul citoyen de la province qui approuve cette initiative.

On avait annoncé que la *Princess Marguerite* serait un excellent sujet de privatisation, mais la semaine passée nous avons constaté que l'affaire s'est effondrée. Il y a lieu de s'interroger quand le gouvernement décide de privatiser les aéroports.

Beaucoup de gens aimeraient participer davantage à toutes sortes de projets, et le gouvernement serait bien avisé de mettre au point les mécanismes nécessaires à cette fin. Chose certaine, les bureaucrates à Vancouver ne savent pas ce qui se passe sur les côtes de la province ou ailleurs en Colombie-Britannique, et ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des collectivités. Comme ils n'ont pas les fonds requis, ils ont beaucoup de difficulté à établir la réglementation qui leur permettrait de coopérer avec elles.

J'avais espéré que le gouvernement puisse trouver une autre solution que la privatisation. J'utilise l'exemple des ports, parce que la privatisation de ces installations semble plus imminente. Je voudrais analyser en détail les rumeurs qui courent le long de la côte de la Colombie-Britannique. J'espère que le ministre aura l'occasion d'éclaircir la situation.

Dans chacune des localités situées le long de la côte de la Colombie-Britannique, le réseau de transport s'appuie principalement sur les ports. Je vous citerai l'exemple de localités, comme Klemtu et Bella Bella, où les denrées